

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18228 - 71ÈME ANNÉE

**Les communistes réunionnais participent au débat sur l'égalité réelle**

## Propositions du PCR pour sauver La Réunion

Le PCR a choisi de répondre à l'appel lancé en mai dernier par le président de la République. Il a donc travaillé à présenter des propositions. Le document « Marcher réellement vers l'égalité réelle » a été adressé le 4 août dernier à Victorin Lurel, parlementaire en mission chargé de la concertation préalable au projet de loi sur l'égalité réelle. Abolir les inégalités, un fonds de développement, un pouvoir réunionnais, ce sont les orientations stratégiques présentées hier par le PCR. Le PCR considère que cette démarche est essentielle, car la loi qui sera votée l'année prochaine fixera les orientations pour les 20 ans à venir. Il appelle donc à sanctionner les parlementaires, les partis et les candidats aux régionales qui n'ont rien à proposer.



Le PCR était représenté par ses secrétaires généraux Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan, ainsi que par le sénateur Paul Vergès

**L**e Parti communiste réunionnais a présenté hier les propositions qu'il a adressées le 4 août dernier à Victorin Lurel, parlementaire en mission chargé de la concertation préalable au projet de loi sur l'égalité réelle. Le PCR était représenté par ses secrétaires généraux Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan, ainsi que par le sénateur Paul Vergès.

## Urgence à changer

Yvan Dejean a présenté des orientations stratégiques du document. Pour le PCR, face à la crise, il est « urgent, nécessaire, impératif d'ouvrir une nouvelle étape pour les outre-mer ». « Nous estimons que les outre-mer, La Réunion, dans une situation quasi-analogue à la loi de 1946 », poursuit-il. Le 19 mars avait affirmé le principe de l'égalité entre les citoyens de la République. Cette loi d'égalité réelle permettra-t-elle de relever le défi de la double intégration de La Réunion à l'Europe d'une part, et à sa région d'autre part ?

« Cette loi aura-t-elle l'ambition et la portée comparable à celle de 1946, ou se traduirait-elle par une désillusion ? », a-t-il ajouté.

Pour le PCR, l'égalité réelle devra dépasser la logique d'intégration. « Les données sont connues, vérifiables, et on sait par avance ce qui peut se passer sur le climat. Impact de la mondialisation avec les APE où on n'a pas été consulté, l'avenir de la filière canne-sucre », dit-il en substance. « L'ONU annonce que l'Afrique aura 1 milliard d'habitants de plus dans 35 ans, l'Inde et la Chine seront les deux plus grandes puissances économiques, Madagascar de 24 à 50 millions d'habitants », tout cela d'ici 35 ans, a précisé Yvan Dejean. Pour le PCR, la situation impose une intégration régionale. Car « aujourd'hui c'est l'impasse, quels que soient les gouvernements il y a urgence à changer. Près de 180.000 Réunionnais au chômage, 116.000 illettrés, moitié de la population sous le seuil de pauvreté. À cela s'ajoute les inégalités de revenu ».

## En finir avec les inégalités

Yvan Dejean a souligné que « nous avons une occasion historique pour bâtir notre avenir avec responsabilité ».

Il a décliné plusieurs solutions pour sauver La Réunion :

Tout d'abord, en finir avec les inégalités. Cela veut dire répondre à l'urgence sociale : comment combattre la pauvreté, la précarité, le chômage, l'illettrisme.

Le PCR propose des mesures de discrimination positive : majoration de 6 % des minima sociaux, petites retraites et bas salaires. « Cela s'appuie sur le rapport de la Cour des comptes qui avait évalué le différentiel du coût de la vie à 6 % », a dit Yvan Dejean.

Juste après cette augmentation, le PCR propose d'harmoniser les revenus selon la proposition suivante :

— étude du coût de la vie et du différentiel avec la France

— application de ce résultat unique à toute la société réunionnaise

— pas de remise en cause des avantages acquis des personnes déjà en poste

— les nouveaux recrutements sur la base du coût réel de la vie.

« Une telle démarche restituerait à la fonction publique son unité ». Et cela remettra en cause « l'apartheid social caractérisé par des mesures qui ne relèvent pas des Réunionnais ».

## Fonds réunionnais de développement

La création de deux grands services d'intérêt public est à l'ordre du jour. L'aide à la personne et environnement sont visés. Cette proposition concerne notamment les personnes âgées et celles qui souffrent de handicap.

Ensuite, garantir l'avenir de la filière canne-sucre, car la fin du quota et des prix garantis interviennent au début de la période du plan de 20 ans d'égalité réelle.

Un autre point concerne les critères de l'égalité réelle. Pour le PCR, le PIB par habitant est le plus perti-

nent. En France, il est 33.000 euros, et de 23.000 à La Réunion soit 10.000 euros d'écart.

D'où un besoin de transferts supplémentaires, a indiqué le PCR pour qui « tous ces fonds devront être globalisés dans un fonds qui sera géré par les Réunionnais. Aux Réunionnais de définir où investir ». Et d'ajouter que « ce fonds peut être alimenté par d'autres sources de revenu comme l'épargne, notamment celle en provenance des bénéficiaires de revenus majorés ».

## Pouvoir réunionnais

Une attention particulière est portée au changement climatique, avec pour La Réunion, la proposition d'un grand plan d'adaptation. Le PCR est donc « pour une liaison ferroviaire et en total désaccord avec le soutien du Premier ministre au projet de NRL », a déclaré Yvan Dejean.

Le co-développement sera une issue pour sortir de la crise, à condition qu'elle soit menée dans une logique gagnant-gagnant.

Pour le PCR, cela passe par de nouveaux transferts de compétences, la suppression de l'alinéa 5 de l'article 73. Les communistes réunionnais se sont dits pour une réforme avec une seule assemblée. Mais le premier préalable est la réunion du Congrès des élus régionaux et départementaux.

Abolir les inégalités, un fonds de développement, un pouvoir réunionnais, ce sont les orientations stratégiques présentées hier par le PCR. « Et c'est de cela que dépendra la réussite du projet du président de la République ».

**M.M.**

## Édito

# Le piège de l'émigration se referme sur l'Europe

**L**es images et les commentaires sur la vie des migrants sont de plus en plus insoutenables. Cela se passe aux portes de l'Europe, d'où des peuples ont migré dans le monde entier, pour répandre les valeurs de l'Occident blanc. Ils ont organisé le commerce d'hommes et de femmes, pratiqué le génocide de populations autochtones, exploité de la main d'œuvre importée et pillé les richesses locales.

Cela ne leur suffisait pas : il fallait qu'ils fomentent des conflits, voire des guerres provoquant la destruction, la famine et l'exode de population fuyant le désastre. Regardez le paysage de désolation laissé en Irak, en Syrie et en Libye, pour ne prendre que ces 3 exemples. C'est d'ailleurs de ces pays que sont originaires la plupart des migrants qui tentent d'entrer en Europe.

Les dirigeants sont pris dans le piège d'ouvrir les frontières, mais ils se heurtent aux conséquences sur les populations locales, de plus en plus xénophobes. Leur crédibilité s'effondre devant l'impossibilité d'appliquer les dogmes sur la liberté de circulation des personnes, érigés en Droits de l'Homme pour

contre carrer l'influence des Communistes, présentés comme des dictateurs. On se rappelle de la réplique de Deng Xiaoping à Henry Kissinger : combien de millions en voulez-vous ?

Si l'Europe répond à la demande des migrants, elle ne pourra pas arrêter le flot. Si elle ne répond pas, elle sera montrée du doigt et culpabilisée. Le piège de l'émigration se referme sur l'Europe de plus en plus déshumanisée et sans cœur.

*J.B.*

## Témoignages

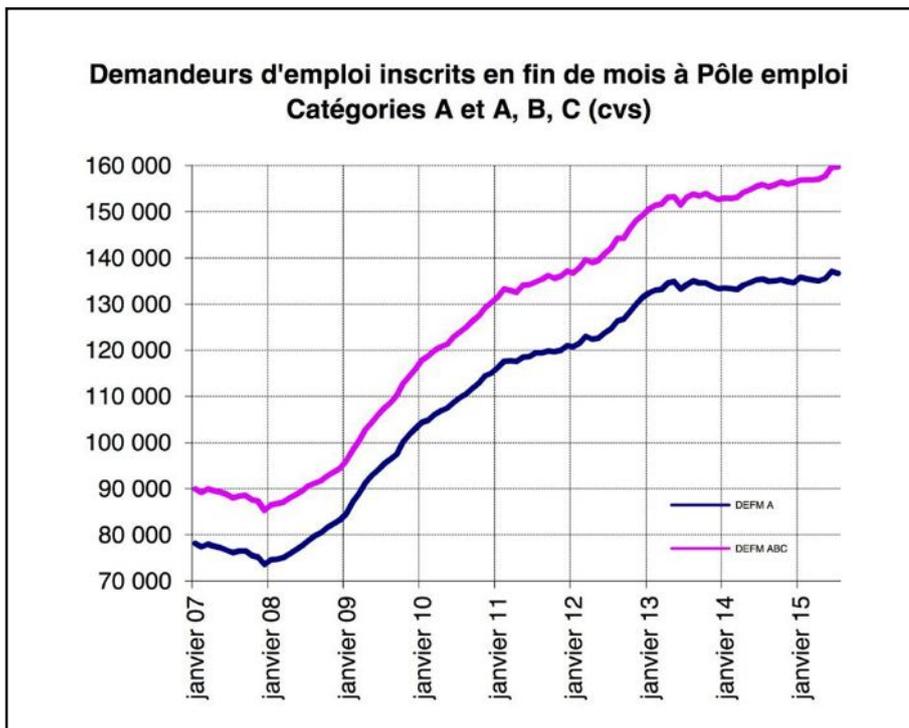
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Pour le PCR, La Réunion à un moment décisif

# Maurice Gironcel : « à la croisée des chemins »

Le Parti communiste réunionnais n'est pas le seul à dire que le modèle actuel est à bout de souffle. C'était un constat analogue en 1945 à la veille de l'abolition du statut colonial, avec la nécessité d'une évolution pour dépasser la crise.



Evolution de la courbe du chômage à La Réunion.

Maurice Gironcel a rappelé le contexte de la démarche des communistes. L'appel officiel a été lancé par François Hollande lors de sa vi-

site aux Antilles en mai dernier. Il a présenté sa feuille de route pour l'outre-mer d'ici la fin du mandat. L'objectif est de lancer un appel à propositions pour atteindre d'ici 20 ans un objectif : l'égalité réelle. La définition du concept, ses critères sont l'occasion d'un débat. Tous les parlementaires et toutes les organisations politiques ont donc été invitées à s'exprimer.

Maurice Gironcel a précisé que le projet de loi sera à l'ordre du jour des débats parlementaires au début de l'année prochaine. Cela fera 70 ans après le vote historique de la loi du 19 mars 1946 qui a aboli le statut colonial à La Réunion, en Guadeloupe, en Guyane et à la Martinique. Le 4 août dernier, le PCR a adressé sa contribution au parlementaire en mission responsable de la concertation. Maurice Gironcel a rappelé qu'en 1946, les Réunionnais ont su se rassembler pour faire évoluer la société. « Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins ».

## Egalité réelle : le sujet le plus important

L'égalité réelle est le sujet le plus important à 3 mois des élections et il ne préoccupe pas les candidats déjà proclamés aux régionales a constaté Ary Yée Chong Tchi Kan. La population en a assez des promesses non tenues. Elle souffre.

C'est dans ce contexte qu'arrive la proposition du gouvernement : à vous de définir l'égalité réelle.

« Des parlementaires qui ont reçu la lettre ne disent rien à la population. Ils vont continuer à entretenir

des promesses fallacieuses. Nous disons stop », dit Ary Yée Chong Tchi Kan, « que chaque parlementaire, que chaque parti, que chaque candidat mette ses propositions sur la table et que la population débattenne de ces propositions ».

Le gouvernement a fixé les dates : le vote aura lieu début 2016. Il est prêt à modifier la Constitution.

« Quelle est la préoccupation des politiques à La Réunion si ce n'est pas le débat sur l'égalité réelle », a

demandé le PCR.

« Nous ne pouvons pas rester sans réponse vis-à-vis de notre population. C'est de notre devoir de contribuer et d'interpeller les autres », a poursuivi Ary Yée Chong Tchi Kan, « nous irons dire à la population, ne coulez pas un bulletin pour ceux qui n'ont pas mis leurs propositions sur la table car c'est irresponsable, irrespectueux ».

## Le Point écrit encore sur le projet de Didier Robert

# Nouvelle route du littoral : « un crime contre l'avenir »

**Idriss J. Aberkane est professeur en géopolitique et économie de la connaissance à l'École centrale et chercheur à l'université de Stanford et au CNRS. Il est un chroniqueur du Point. Il a publié le 27 août un article au projet de route en mer. Selon lui, c'est « une gabegie d'argent public où l'État prouve encore son absence de vision ».**

☰ MENU
Le Point

Actualité > Les invités du Point > Neurogeek

## Aberkane - La Réunion : la nouvelle autoroute, un crime contre l'avenir

Le projet est estimé au coût faramineux de 133 millions d'euros du kilomètre. Une gabegie d'argent public où l'État prouve encore son absence de vision.

**PAR IDRISS J. ABERKANE**

Publié le 27/08/2015 à 08:47 - Modifié le 27/08/2015 à 13:07 | Le Point.fr



Reproduction d'une partie du site du Point hier.

l'imminence de la révélation du scandale financier n'empêche pas la presse en France de continuer d'informer l'opinion sur le scandale financier et environnemental que constitue le projet de route en mer voulu par Didier Robert. C'est au tour du « Point » de revenir sur cette question, avec un article d'un de ses chroniqueurs, Idriss J. Aberkane, professeur à l'École centrale, et chercheur à Stanford et au CNRS.

Voici les premiers mots de sa chronique, ils sont révélateurs : « C'est du n'importe quoi chimiquement pur. » J'emprunte l'expression à l'alacre et incisif blogueur geek H16, car l'actualité ne pouvait en donner une meilleure illustration. L'île de La Réunion, dont les contribuables sont déjà surendettés, a en chantier sa troisième route littorale depuis 1963 : 12 kilomètres pour un coût « projeté » de 1,66 milliard d'euros. Soit 133 millions du kilomètre, encore plus que le projet visionnaire Hyperloop d'Elon Musk, dans son

estimation la plus pessimiste publiée par le New York Times ».

Et le chroniqueur de poursuivre : « d'un côté, la complexification coûteuse d'un moyen de transport en déclin, dont on observera l'obsolescence sociale et technologique bien avant la fin de son amortissement ; de l'autre, un moyen de transport du futur. Cette comparaison souligne crûment l'absence de vision de ceux qui ont avalisé le projet (sans consultation populaire aucune, est-il besoin de le préciser) ».

Pour le chroniqueur du « Point », « il est désormais prouvé – ce dont les Réunionnais se doutaient depuis longtemps – que ce chantier est une épreuve olympique de népotisme... D'autant qu'il n'y a aucune chance que le projet tienne dans son budget initial, quand les deux précédentes voies littorales avaient excédé le leur de 70 % à chaque fois. Le tableau ne serait pas complet sans mentionner l'entente étrange

entre Vinci et Bouygues, au détriment d'Eiffage, qui a attaqué en justice l'attribution du marché ».

« Le Point » constate que les 1,6 milliard de crédits initialement prévus auraient pu être investi dans des projets utiles, faisant de Saint-Denis la « Dubaï de l'océan Indien ». Avec une technopole dans le top de l'Afrique, capable de créer des emplois pour sauver une « jeunesse sacrifiée ».

Conclusion : « c'est un détournement massif d'économies publiques qui s'opère à La Réunion, une énième manifestation de l'absence de vision de la part de l'État, et rien de moins qu'un crime contre l'économie, contre la jeunesse, contre la connaissance, contre l'avenir... ».

## Indignation et colère après les conditions proposées par les Britanniques pour un retour éventuel

# Décès de Serge Bourhis : hommage de la CGTR-Ouest

Ancien secrétaire général de la CGTR-Ouest et ancien adjoint au maire sous les mandats de Paul Vergès, Pierre Vergès et Jean-Yves Langenier, Serge Bourhis vient de nous quitter ce 28 août 2015. Voici le message de condoléances diffusé par la CGTR-Ouest. Un message auquel s'associe Témoignages.



Secrétaire général de la CGTR-Ouest, Serge Bourhis était un dirigeant du syndicat CGTR Ports et Docks

« Les camarades de la CGTR-Ouest, viennent d'apprendre avec stupeur et tristesse le décès Serge Bourhis, survenu aujourd'hui le 28 août 2015 en début d'après-midi à l'âge de 91 ans.

C'était un ancien employé de la CCIR du Port, dirigeant syndical de la fédération CGTR Ports et Docks. Lors du 2e congrès de la CGTR ré-

gion ouest, le 23 novembre 1974, il fut élu secrétaire général de cette région pendant plus de 22 ans, il s'est donné à fond pour la défense des droits des salariés. Pendant son mandat il a fait agrandir le local du siège, pour que les travailleurs aient un outil efficace dans la lutte.

Les camarades de l'ouest ont un très bon souvenir de lui.

En dehors du mouvement syndical,

il a été une personnalité politique au Port, en étant adjoint municipal avec Paul Vergès, Pierre Vergès et Jean-Yves Langenier.

Les camarades de la CGTR-Ouest adressent à ses proches et sa famille leur sincères condoléances. »

## La klime solèr

# Oplis la shalèr i tap, oplis nana la féfrésité

**Avèk solèy ou i pé an avoir la shalèr, mé ou i pé osi an avoir l'èr fré. Montpellier la-ba, i an sèrv solèy pou shof dolo épi klimatiz l'imèb banna la poz dési 240 mètr karé bann kaptèr solèr avèk in gran l'èfikasité. Rant promyé oktob ziska lo trant avril lo sistèm i fé lo sho é lo rès l'ané i donn la fré pou la klime. Lo projé la kout 415000 €.**

**L**o rézilta lé ankourajan mé i kout kant mèm in bon moné.

O bout dé z'ané in biro d'étid, indépandan, Tecsol la drés kabaré lo bilan : lo rapor rant l'ènèrji itil é l'ènèrji konsomé lé égal 24,5 : sa i vé dir lo sistèm i produi 24,5 foi sak li konsome pou fonksyoné. Lo rannman lé sink foi pli inportan ké la konsomasyon par lo sistèm li mèm par raport sak banna té i èspèr é dis foi pli inportan k'in sistèm tradisyonèl. An pliské sa lo sistèm i

pèrmète évite ranvoy dann l'èr Ziska karant tone CO2, par raport lo sistèm tradisyonèl (group froi é pi shodyèr avèk lo gaz). I pé dir ankor sistèm-la la pa bézoin soumète ali par raport lo règloman dsi la léjyonéloz. Pars na poin d'risk trap in maladi konmsa.

In roproush i pé fé ali, sé ké lo l'invéstimman i kout shèr é konm l'éstrésité lé bon marshé dan La frans lé difisil rann in l'ékipman konmsa rantab pou l'èr k'i lé, mé kan i ogard kansréti l'ékonomi par

raport la kantité lo gaz avèk éfé d'sèr ou i pé poz aou désèrtènn késtyon. An partikilyé kosa lé pli inportan ? Protèz la natir sansa protèz lo porte-moné. Mi doi dir pou moin na poin pou ézité. An pliské sa toulmoun i koné in promyé sistèm i kout shèr mé apré i amélyor la mashine épi i diminyé lo pri. De tou tan lé shoz i marsh konmsa. An touléka dsi lo plan téknik sé in réisite.

## L'ènèrzi dirab la mèr

# L'instalasyon in sant pou fé bann z'ésé

**Avann anparl de sa, ni pé kant mèm rapèl pou in pé d'moun ké La réjyon dann tan Paul Vergès lété fine fé instal in n'afèr konmsa shé nou mé konm té i falé kasé, la trap sa l'amenn lo dyab bouyi la-ba é la priv anou avèk l'akor la bann Didier Robert d'in sant pou fé l'ésé bien an avans dsi son tan. Biensir lété pa égzaktoman lo mèm z'afèr, mé té i konsèrn l'ènèrzi la mèr é tout fason lété pa nésésèr kass lé n'ot pou alé zète sa sé pa ousa.**

**D**onk lo 25 moi d'août la instal in sant pou fé l'étid bann sistèm pou la prodiksyon l'ènèrzi la mèr dirab.

Lo bann sistèm banna i sava étidyé la-ba i port dsi bann z'éolyène off shore (prozé float gen par la sosyété Idéol) épi dsi ban démonstartèr houlo-motèr. Sé sak lo CNRS épi l'ékol santral Nantes i donn konm ransègnman : inn konm l'ot i doi zèr lo sant pou fé lo bann z'ésé, avèk in bidzè plis 20 milyonn l'éro.

Lo site milti-technoloji lé rakordé avèk lo rézo éléktrik zénéral par in

kab sou-marine kosto : par-la 8 mégawat. Avèk sa, a partir d'moi d'séktanm sar posib konèk tout lo bann sistèm pou téssté dann in sèl zourné avèk tout lo règlomann sékirité. Va gingn fé lo tèsst dsi troi démonstratèr EMR (ènèrzi marine ronouvlab) an mèm tan..

L'èr ki lé nana tout lo zotorizasyon k'i fo avèk tout lo bann z'aparèy pou la mèr é pou la tèr pou mète o poin dann la réalité lo térin-donk dann i mode opérasyonèl - avèk sa, lo bann démonstratèr épi tout lo ban prototip lé nésésèr dann in promyé

tan.

Pou l'okazion mésyé Christophe Clèrgeau vis prézidan La réjyon la anons i sava instal in dézyèm sant d'ésé pou 25 milyon l'éro dann lé z'anviron.

**Sak mi romark sé ké lé z'ot i avans é nou nou lé kaziman an pane é konm di lo kont sak i avans pa i rokil. Tousa par l'inprévoiyans é lo mank l'imazinasyon in bann zélu k'i pans zot lé méyèr ké lé zot é zot na mèm poin lo pli pti vizion dsi l'avnir. Mi pans l'istoir va ziz azot !**

# Otè

## Néna lo trin i ral déryèr, néna lo trin i avans dovan !

*Nout tout i koné so problelm lo trin, in problelm kalkil mantal konm i di, dann tan navé lo trin ankor. Sak lé for an kalkil mantal va nyabou démay lo vré èk lo fo. Sé ziwtwar in trin ki sort Sin-Ni èk in ponyé voyazèr, dizon in santinn, alé san. Li ariv la Posésyon, trant i d'sann, vin i mont. Rotyìn byin, li roul in pé zisko Por, karant i débark, trannsink i anbark. Zot i suiv byin ziska lèr ? li kontinié ziska Sin Pol é la minm topo vin i rant zot kaz, karant i rant dann trin. Kont byin, apré i roul din sèl tré ziska Sin Pir.*

*Zot té prévni, sé byin problelm lo trin. Final do kont i fo nyabou trouv lo solisyon pou réponn ? Ala la késtyon : kèl èr lo trin i ariv Sin Pir ? Sanm pou mwìn la zot lé mayé. Ala, zordi in késtyon pou poz tout kandida zéléksyon rézyonal. Shakinn i dwa awar son solisyon vik shakinn néna son trin. Tout i rosann pa, mé tout i apèl lo trin pou zot. Minm si pou lo moman zot i di pa konbyin léstasyon néna ? Konbyin domoun va rant anndan ? Kwar a mwìn si zot i vé, tout kandida i koné : Kèl èr lo trin i ariv sin pir.*

*Koué la éspasé antrotan pou ké toudinkou néna i dékouv lo trin ? Minm sak lété kont, lé pour zordi. Sirman la rézon. I pé pa èt otroman èk la kantité loto i rant la Rényon èk tout dégazman gaz léshapman ki anpwasonn domoun, firamézir néna dé plizanpli zaksidan si shomin konm i di "la rézon la fini par gingn lo dosi". Aprésa fo kanminm fé antansyon, néna lo trin èk lo trin. Néna lo trin i ral déryèr, néna lo trin i avans dovan !*

**Justin**

« Kanar batar, kanar vantar ! » - In kozman pou la rout

Zot i koné nana plizyèr ras kanar La Rényon. Pou mon par mi koné kanar mani, kanar maskarin épi kanar batar, in kroizman rant inn é l'ot... mi pans ! Par kont mi koné pou manzé kanar batar lé pli vanté ké lé dé z'ot. Astèr ni pé dir osi vantar pars moin la déza antann mola dann sans « ékstra » – i pé oir sa dann liv Daniel Honoré, somi-lo-mo. Mé vantar nana in n'ot sans, i vé dir shovi y gonflé, fyèr san rézon. Donk ni pé dir osi lo boug i pans li lé méyèr ké shokola lo méyèr donk la pa la modésti la fé touf ali. In pé i oi sa konm in konpliman pou lo métisaz. Zot, kosa zot i anpans ? Arien ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète dakor rantre nou.